

Lorsque les mots se dérobent

Près de neuf pour cent de la population suisse est illettrée. Mais comment vit-on sans savoir lire ou écrire? A Lausanne, Chantal a accepté de montrer ses difficultés quotidiennes. Et son combat pour en sortir.

Lunettes épaisses et allure effacée, Chantal Mattenberger ne se remarque pas. Voilà qui l'arrange. «Heureusement que j'ai mon mari. Il ne m'a jamais rejetée. Je ne sais pas comment je me débrouillerais sans lui.» Dans la bouche de cette Lausannoise de 43 ans, l'affirmation prend tout son sens. Chantal est illettrée. «C'est surtout pour écrire que j'ai du mal. La lecture, ça commence à aller.»

Ne pas savoir déchiffrer quelques lignes. Ou rédiger quelques phrases. Un réel handicap dans les gestes les plus banals de la vie quotidienne. Pas facile à accepter et à reconnaître, «surtout lorsque l'on est Suisse et que le français est ma langue maternelle». Avec toutes ces années de scolarité obligatoire, comment est-ce possible? Voilà ce que tout le monde pense. Et pourtant ça existe. Et cela ne concerne pas qu'une poignée de cas sociaux. De récentes statistiques estimaient même à 750 000 le nombre de personnes concernées dans notre pays. Avant tout des immigrants en provenance de pays ne parlant pas notre langue, bien sûr. Mais pas seulement. «Je savais ne pas être seule dans

mon cas. Mais comment voulez-vous avouer une chose pareille? Reconnaître que je ne peux pas me débrouiller sans aide pour consulter un contrat ou lire une étiquette?»

Aujourd'hui, Chantal assume. Elle suit depuis trois ans un cours proposé par l'association Lire et Ecrire. «Et elle y fait d'importants progrès», relève avec plaisir sa formatrice Renée Hugon-Darbellay, qui sait combien le pas fut douloureux à franchir. Car pendant trop longtemps, comme la plupart des illettrés, Chantal a éprouvé trop de honte. Alors elle s'est cachée dans son appartement, qui se situe au milieu du quartier lausannois de la Bourdonnette. «Je suis mariée depuis vingt-six ans. Mon mari a très longtemps été seul à savoir.»



Argus Ref 29789217

Encore adolescente, elle déserte dès la 9^e année cette école qu'elle a détestée. «J'ai passé toute ma scolarité en classe de développement. Personne ne se souciait vraiment de ce que nous y apprenions ou pas.» Elle se rend compte de ses importantes carences. Mais à 16 ans, on se fiche de l'avenir. D'autant qu'elle déniche un premier boulot à... Migros. Dans la centrale d'Ecublens (VD) où elle officie alors comme préparatrice, emballant la viande dans la cellophane des barquettes. «Il n'y avait rien à lire ou à écrire; ça me convenait très bien. Et s'il fallait rédiger quelque chose, je demandais à une collègue de m'aider. Personne ne s'en apercevait.»

Comme toutes les personnes dans son cas, Chantal développe très tôt des stratégies d'évitement et de dissimulation. Qui non seulement lui offrent un minimum d'autonomie, mais surtout lui évitent remarques humiliantes et autres regards de mépris. «Je me mettais le bras en écharpe, et affirmais que je n'arrivais pas à attraper telle boîte de conserve. Ou je prétextais des problèmes de vue pour expliquer que je ne parvenais pas à lire le nom du produit.» A l'œuvre depuis une décennie au sein de l'association romande Lire et Ecrire, Renée Hugon-Darbellaï avoue s'émerveiller de la créativité dont font preuve ses élèves en la matière.

Et si d'aventure Chantal se retrouve face à l'imprévu, c'est la panique. Elle n'oubliera par exemple pas de sitôt l'angoisse ressentie il y a une année et demie à peine au milieu d'un supermarché français inconnu alors que son époux garait la voiture. «J'étais pétrifiée au milieu des rayons. Et je me suis mise à pleurer, complètement désemparée.» Improvisation interdite. La quadragénaire lausannoise effectue l'essentiel de ses achats alimentaires dans le petit magasin de quartier qu'elle connaît par cœur. «Lorsque mon homme me demande du vin, je repère la bouteille au dessin sur l'étiquette. Ou alors je pose la question aux ven-

deurs, que je connais et avec lesquels je me sens en confiance.» C'est aussi vrai pour le calcul de l'addition, ou pour la déduction d'une marchandise à l'unité lorsque le prix est indiqué au kilo. Chantal ne brille pas non plus en calcul mental. «Mon mari s'occupe de tout l'administratif, des factures et du reste.»

Même prendre le train pour un nouveau trajet se transforme en aventure. «Lorsque je dois me rendre quelque part en train, mon mari m'accompagne à la gare pour me montrer où acheter mon ticket et sur quel quai aller.»

Aujourd'hui, cependant, la matinée hebdomadaire dispensée par Lire et Ecrire commence à porter ses fruits. Chantal se rappelle la boule qui lui tordait le ventre lorsqu'elle a téléphoné une première fois pour connaître les horaires des cours se déroulant chaque semaine dans son quartier. «Mon mari avait découpé l'annonce. Le fait que cela se passe à la Bourdonnette même m'a encouragée. Je voulais retrouver confiance en moi. Gagner en autonomie et en concentration. Et j'y arrive petit à petit.» Dédramatiser la situation pour croire à nouveau en ses capacités. Avec d'autres, grâce à l'aide de la formatrice, reconstruire sur de bonnes bases pour, pas à pas, dépasser son sentiment d'impuissance. Pour Chantal et les autres, un long et douloureux chemin de libération.

Pierre Léderrey

Photos David Prêtre / Strates

Histoire de définition

L'illettrisme correspond à la situation de personnes scolarisées qui ne maîtrisent pas ou insuffisamment la lecture, l'écriture et le calcul. Il faut le distinguer de l'analphabétisme, qui concerne stricto sensu une population qui n'a jamais été à l'école et n'a donc pas appris à lire ou à écrire.

Un tabou lourd de conséquences

Souvent, les personnes en situation d'illettrisme se cachent. En résultent honte et souffrance personnelles, mais aussi une insertion professionnelle très difficile accompagnée d'une exclusion sociale.

Par ailleurs, ainsi que vient de le montrer une étude sortie en 2007, l'illettrisme coûte à notre pays plus de 1 milliard de francs chaque année. Avec un risque deux fois plus élevé de se retrouver sans travail (en 2003, la proportion d'illettrés parmi les chômeurs tutoyait les 36%), les personnes touchées engendrent un important surcoût des dépenses de l'assurance chômage. Toutes ces raisons expliquent que ce fléau soit devenu une préoccupation majeure des pays industrialisés durant les dernières décennies. Car la situation n'a rien de réjouissant. Plusieurs études européennes chiffrent le pourcentage des adultes d'un niveau trop faible en calcul, écriture ou lecture, pour faire

face aux exigences de la vie quotidienne. Ainsi, d'après la recherche PISA de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), un jeune sur cinq quitte l'école avec des connaissances insuffisantes dans ces trois matières de base. En Suisse, il y aurait 750 000 illettrés, alors qu'entre 13 et 19% des citoyens de plus de 18 ans sont considérés comme de «faibles lecteurs», soit des personnes ne comprenant pas un texte court avec un seul élément d'information, comme la durée maximale pendant laquelle un médicament peut être administré. La majorité d'entre eux ont suivi huit ou neuf années d'école obligatoire dans notre pays. Une recherche menée au début des années 1990 estimait même que 20% des adultes suisses ne savent pas trouver un numéro de téléphone dans un annuaire. Impressionnant.





Depuis qu'elle suit les cours de l'association Lire et Ecrire, Chantal Mattenberger a pris confiance en elle.



Pour acheter du vin, la Vaudoise se repère aux dessins sur les étiquettes.